

BEP MÉTIERS DU SECRÉTARIAT
BEP MÉTIERS DE LA COMPTABILITÉ
EP3 : Épreuve économique et juridique

PARTIE JURIDIQUE	
Partie 1 : Les conflits individuels : le conseil des prud'hommes	8 points
Partie 2 : La participation des citoyens à la vie politique nationale : Le Président de la République	10 points
Sous-total	/18
PARTIE ÉCONOMIQUE	
L'emploi, le chômage	22 points
TOTAL	/40

L'ensemble des documents composant le sujet (7 pages + la page de présentation) est à rendre agrafé.
 Ne pas écrire au verso des documents.

NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

DROIT

PARTIE 1

A l'aide de vos connaissances et du document D1, répondez aux questions suivantes :

1. Dans ce jugement, qui est le demandeur ? Qui est le défendeur ?

.....
.....
.....

2. Pourquoi le jugement est-il rendu par le conseil des prud'hommes ?

.....
.....
.....

3. Pourquoi les salariés ont-ils engagé une action aux prud'hommes ?

.....
.....
.....

4. Si la société VALEO conteste le jugement, quelle démarche peut-elle entreprendre ?

.....
.....
.....

BEP MÉTIERS DU SECRÉTARIAT – MÉTIERS DE LA COMPTABILITÉ		SUJET
Épreuve EP3 : ÉPREUVE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE		Session 2007
Durée : 1h30	Coefficient : 2	Page 2/9

NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

PARTIE 2

Après lecture des documents D2 et D3 et à l'aide de vos connaissances, répondez aux questions ci-dessous :

5. Sauf démission ou décès du Président élu en 2007, en quelle année auront lieu les prochaines élections présidentielles ? Justifiez votre réponse.

6. Qui élit le Président de la République ?

7. Qui sont les candidats autorisés à se présenter au deuxième tour de l'élection présidentielle ?

8. Citez au moins deux pouvoirs du président de la République (un pouvoir partagé et un pouvoir propre).

a. Pouvoir partagé :

.....

b. Pouvoir propre :

.....

Document D1

BEP METIERS DU SECRÉTARIAT – MÉTIERS DE LA COMPTABILITÉ		SUJET
Épreuve EP3 : ÉPREUVE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE		Session 2007
Durée : 1h30	Coefficient : 2	Page 3/9

NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

Valeo condamné à payer plus de 4 millions d'euros pour licenciements abusifs

Quelque 200 anciens salariés de Valeo avaient fait le déplacement à Montauban, et c'est dans une salle d'audience comble que le conseil des prud'hommes a rendu son jugement. Lundi 11 septembre, il a condamné le groupe Valeo à payer près de 4,3 millions d'euros de dommages et intérêts à 260 de ses anciens salariés du site de Labastide-Saint-Pierre, en Tarn-et-Garonne, qui contestaient leur licenciement de l'usine fermée fin 2003.

Les prud'hommes ont reconnu le motif économique des licenciements en raison de la situation "périlleuse" au sein de l'activité câblage de l'équipementier automobile, mais ils estiment que ce motif « ne suffit pas à (les) justifier » et que les informations sur les reclassements possibles n'ont pas été suffisantes...

LE CARACTÈRE "PRÉCURSEUR" DE VALEO

Les anciens salariés de cette usine de câblage automobile, qui employait 450 personnes jusqu'à fin 2003, avaient engagé en 2004 une action aux prud'hommes pour contester le motif économique des licenciements. Ils dénonçaient la volonté du groupe de délocaliser les emplois en Tunisie et en Turquie, alors que, selon Me Bedoc, "la marge brute de Valeo n'avait cessé d'augmenter entre 2001 et 2003". L'affaire avait été examinée le 6 février dernier et le délibéré, fixé au 22 mai, avait été reporté au 11 septembre...

Source : LEMONDE.FR du 11.09.06

Document

Article 3 de la Constitution

La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum.
Aucune section du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice.
Le suffrage peut être direct ou indirect dans les conditions prévues par la Constitution. Il est toujours universel, égal et secret.
Sont électeurs, dans les conditions déterminées par la loi, tous les nationaux français majeurs des deux sexes, jouissant de leurs droits civils et politiques.
La loi favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives.

D'après le site : <http://assemblee-nationale.fr> consulté le 2 octobre 2006.

Document D

Le président a-t-il tous les pouvoirs ?

Le président de la République n'a bien évidemment pas tous les pouvoirs. Néanmoins, par rapport aux républiques précédentes, il dispose d'importantes prérogatives.

On distingue deux catégories de pouvoirs présidentiels : les **pouvoirs partagés** nécessitant le contreseing du Gouvernement, et les **pouvoirs propres**, dispensés de cette formalité.

Parmi ses pouvoirs propres, le président dispose de pouvoirs de crise, appelés également exceptionnels. L'article 16 de la Constitution lui permet de prendre toutes les mesures nécessaires en cas de péril national. Ces dispositions sont sans précédent dans la tradition républicaine. Nourries par le souvenir de juin 1940, elles instituent une "dictature" destinée à sauvegarder la démocratie et à rétablir le fonctionnement des pouvoirs publics dans les meilleurs délais.

D'après le site : <http://vie-publique.fr/> consulté le 17 octobre 2006.

BEP MÉTIERS DU SECRÉTARIAT – MÉTIERS DE LA COMPTABILITÉ		SUJET
Épreuve EP3 : ÉPREUVE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE		Session 2007
Durée : 1h30	Coefficient : 2	Page 4/9

NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

ÉCONOMIE

Après lecture des documents E1 à E4 et en utilisant vos connaissances, vous répondrez aux questions suivantes :

1. Quel était le taux de chômage au mois de juin 2006 ?
2. En comparant les chiffres de juin 2006 et de février 2005, donnez la tendance qui se dégage. Justifiez votre réponse en calculant la différence.
3. Quelle est la tranche d'âge la plus touchée par le taux de chômage ?
4. Le chômage touche-t-il de la même manière les hommes et les femmes âgés de 15 à 29 ans ? Justifiez votre réponse en donnant une explication.
5. Quels sont les pays industrialisés qui ont un taux de chômage inférieur à celui de la France ?
6. Citez et expliquez deux causes du chômage.

BEP MÉTIERS DU SECRÉTARIAT – MÉTIERS DE LA COMPTABILITÉ		SUJET
Épreuve EP3 : ÉPREUVE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE		Session 2007
Durée : 1h30	Coefficient : 2	Page 5/9

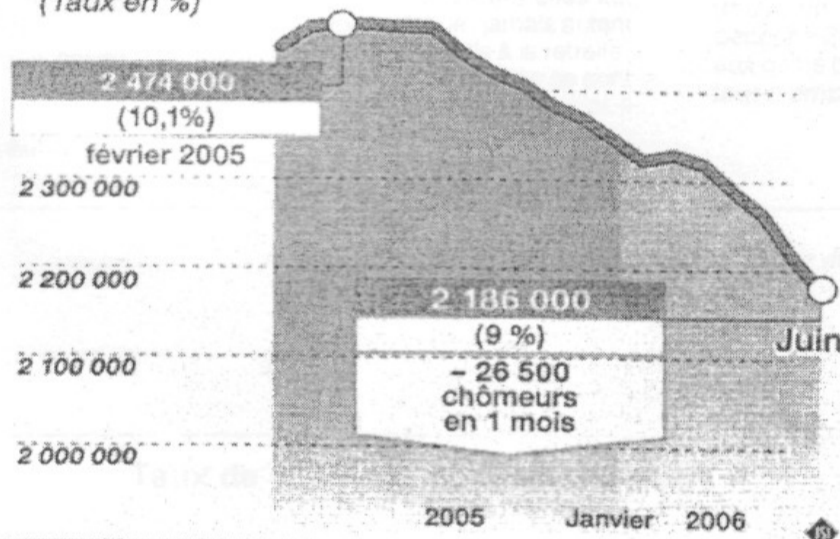
NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

ÉCONOMIE (suite)

Document E1

La baisse du chômage

■ Nombre de chômeurs.
(Taux en %)



Document E2

Éditorial

Vers les 5% en 2010 ?

BEP MÉTIERS DU SECRÉTARIAT – MÉTIERS DE LA COMPTABILITÉ	SUJET
Épreuve EP3 : ÉPREUVE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE	Session 2007
Durée : 1h30	Coefficient : 2
	Page 7/9

NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

l'amélioration de l'emploi depuis d'un an ne s'est pas démentie à la fin des vacances. En juin, le chômage a confirmé son retour à 9%. C'est encore beaucoup, on ne peut nier que la situation de l'emploi s'améliore en France.

La question se pose alors de savoir si ce mouvement est durable et s'il permet d'espérer, à l'horizon de la fin de la décennie, un taux de chômage comparable à celui des grands pays industrialisés qui font mieux que nous : les États-Unis, le Japon et la Grande-Bretagne ? En clair, avons-nous une chance de ramener le taux autour de 5% vers 2010 ?

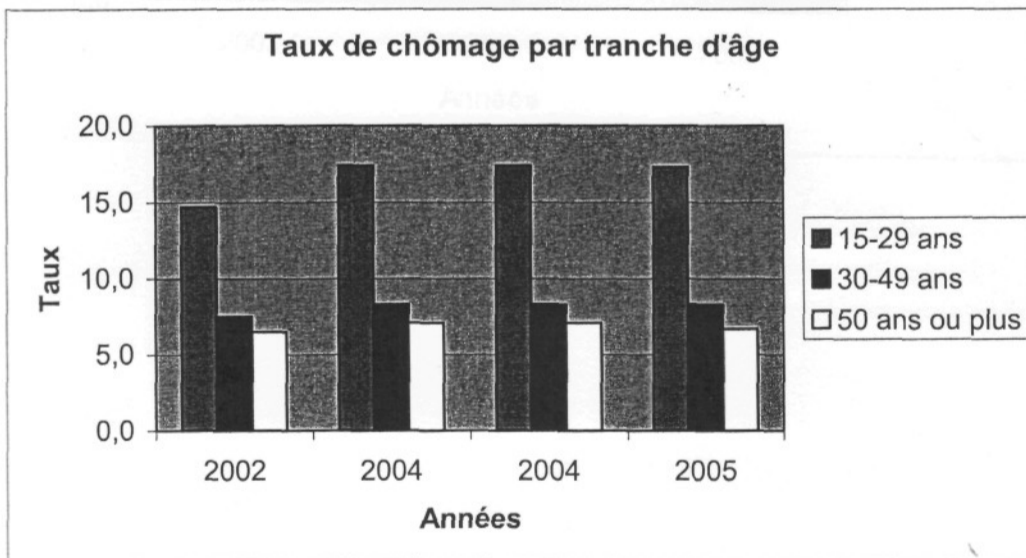
Pour essayer de répondre à cette question, - sur laquelle personne ne peut proférer des prévisions définitives - nous devons considérer trois variables principales : les causes de l'actuelle décélération du chômage en France : l'évolution prévisible de notre environnement international, mondialisation oblige ; enfin, les politiques publiques imaginables en France même.

Tout d'abord, considérons les causes de l'actuelle baisse du chômage. La principale d'entre elles est d'ordre démographique : jamais autant de Français ne sont partis à la retraite ; jamais aussi peu de jeunes ne se sont présentés sur le marché de l'emploi. Il y a dix ans, le solde des entrées et des sorties dégageait un volume net de nouveaux venus sur le marché de l'em-

ploi, de l'ordre de 200 000 par an. Aujourd'hui, ce solde n'est plus que de quelques dizaines de milliers et il se rapproche très vite de zéro. À cela s'ajoute une réelle amélioration du fonctionnement du marché - même si on le trouve encore trop rigide - grâce au plan de cohésion sociale du ministre Borloo, sans oublier les emplois (fragiles) financés sur fonds publics. Enfin, la croissance économique a retrouvé un rythme de progression supérieur à 2% l'an, c'est-à-dire supérieur aux gains de productivité, et donc créateur d'emplois.

Ouest France du 28 juillet 2006 (Saint Brieuc)

Document E3

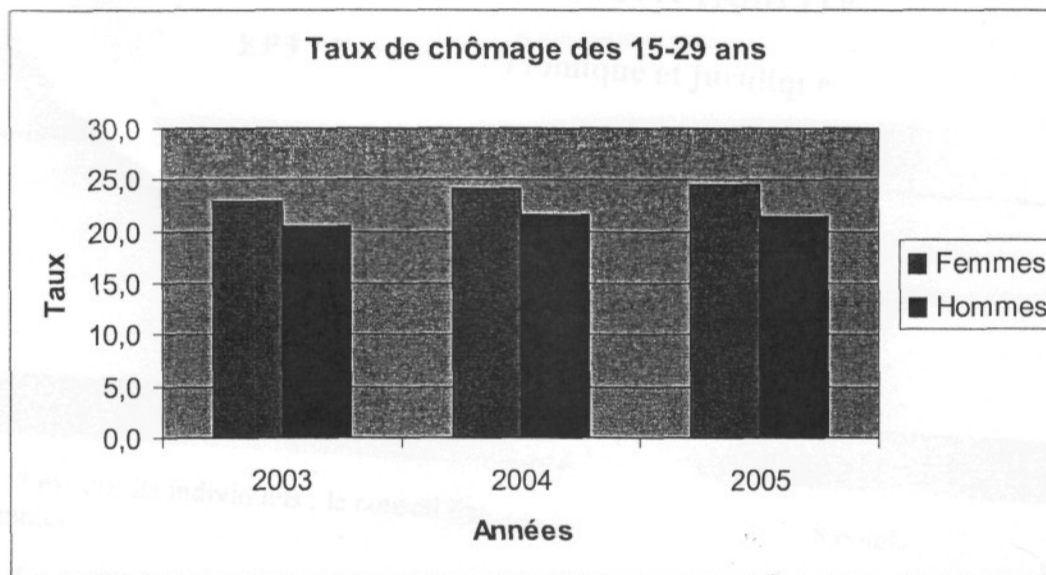


P MÉTIERS DU SECRETARIAT - MÉTIERS DE LA COMPTABILITÉ		SUJET
Épreuve EP3 : ÉPREUVE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE		Session 2007
Durée : 1h30	Coefficient : 2	Page 8/9

NE RIEN INSCRIRE DANS CE CADRE

Session 2007

Document E4



D'après tableaux INSEE (Enquêtes emploi)

BEP MÉTIERS DU SECRÉTARIAT – MÉTIERS DE LA COMPTABILITÉ	SUJET
Épreuve EP3 : ÉPREUVE ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE	Session 2007
Durée : 1h30	Coefficient : 2
	Page 9/9